

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels


**COMMISSION POLITIQUE  
SPÉCIALE, 22<sup>e</sup>**

SÉANCE

Vendredi 14 décembre 1951, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

## S O M M A I R E

Page

Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser, dans tous ces territoires, des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1, A/AC.53/L.14, A/AC.53/L.15, A/AC.53/L.16) [suite].....	105
---	-----

Président : M. Selim SAPER (Turquie).

**Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser, dans tous ces territoires, des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1, A/AC.53/L.14, A/AC.53/L.15, A/AC.53/L.16) [suite]**

[Point 65\*]

1. Le PRÉSIDENT précise que la liste des orateurs sera close à 12 heures. Ceux des représentants à la Commission qui désirent s'inscrire devront le faire avant l'heure indiquée.

2. M. PIMENTEL BRANDAO (Brésil) estime qu'après avoir entendu les représentants de la République fédérale d'Allemagne (18<sup>e</sup> séance) et de la République démocratique allemande (20<sup>e</sup> séance), la Commission doit faire le point. Il rappelle tout d'abord que la proposition contenue dans le projet de résolution soumis conjointement par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni (A/AC.53/L.11/Rev.1) et tendant à établir une commission d'enquête impartiale a fait l'objet de sérieuses critiques, tant en séance plénière que devant la Commission. Les principaux arguments avancés ont consisté dans une interprétation spéculative des dispositions de l'Article 107 de la Charte, et dans l'assertion qu'une enquête sur le problème des élections serait injurieuse pour la nation allemande ; il a également été dit que les Allemands devaient procéder aux élections en toute liberté.

3. L'Assemblée, puis la Commission, se sont prononcées en faveur de l'étude du problème, et la Commission a décidé (16<sup>e</sup> séance) de recueillir le témoignage direct des représentants des deux Allemagnes. Il convient de noter que, si

les représentants de la République fédérale d'Allemagne ont répondu immédiatement à cet appel, l'attitude du Gouvernement de la République démocratique allemande a été toute différente.

4. Après ce rappel préliminaire, M. Pimentel Brandao expose devant la Commission les conclusions qu'il tire de l'audition des représentants allemands.

5. Ayant été ambassadeur du Brésil auprès du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, il est en mesure de témoigner de l'exactitude rigoureuse des dépositions de MM. von Brentano et Reuter. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les déclarations des représentants de l'Allemagne orientale, dont les dépositions comportent de nombreuses erreurs et de nombreuses contradictions. Il est notamment étrange d'entendre un représentant de l'Allemagne orientale dire que le contrôle des élections est un attentat à la souveraineté allemande, alors que, dans une lettre adressée au chancelier Adenauer, ce même représentant a proposé que des élections aient lieu sous le contrôle des Puissances occupantes. En fait, la délégation de la République démocratique allemande n'a pu avancer aucun argument valable — juridique, politique ou autre — à l'appui de sa thèse. En s'opposant à ce qu'une commission des Nations Unies procède à une enquête en Allemagne orientale, elle vise à empêcher les peuples libres de s'informer de la situation de cette partie de l'Europe.

6. M. WIERBLOWSKI (Pologne) déclare que le projet de résolution commun n'est pas conforme à l'esprit de la Charte. Ce projet se borne à prendre " en considération les buts et les principes des Nations Unies tels qu'ils figurent dans la Charte " et les accords conclus entre les quatre Puissances en vue du règlement du problème allemand. En fait, si les auteurs de ce projet se réfèrent aussi vaguement aux principes de la Charte, c'est parce qu'ils n'ont pu trouver de base juridique à leur projet. Il n'y a là rien d'étonnant, car le projet est en contradiction absolue avec les dispositions de l'Article 107 de la Charte. Le représentant du Royaume-Uni (15<sup>e</sup> séance) a tenté de donner une nouvelle interprétation de cet article pour justifier la

\*Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

compétence de l'Organisation des Nations Unies en matière de règlement des suites de la guerre, dans ses relations avec les États ex-ennemis. Cette nouvelle interprétation est en contradiction avec l'interprétation officiellement formulée le 4 octobre 1948 par le représentant du Royaume-Uni, lors de la 361<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité.

7. Tout aussi erronée est l'interprétation donnée de l'Article 107 par le représentant des États-Unis (16<sup>e</sup> séance), qui s'est référé à une série d'actes illégaux accomplis par l'Organisation au cours des dernières années. Mais l'illégalité d'actes antérieurs ne peut en aucune façon justifier l'accomplissement d'un nouvel acte illégal.

8. Enfin, l'interprétation de la Grèce (21<sup>e</sup> séance) ne change en rien le sens clair et précis de l'Article 107. Malgré tous les efforts des orateurs qui ont tenté de l'appuyer, le projet de résolution commun reste dépourvu de fondement juridique ; il est contraire à la Charte, à ses buts et à ses principes.

9. M. Wierblowski passe ensuite à l'étude des buts politiques réels du projet. Il déclare que le Gouvernement des États-Unis pratique une politique de division du monde en deux camps ennemis. Au moment où la politique américaine tend à développer le bloc atlantique en vue d'une agression, il n'est pas surprenant que le Gouvernement des États-Unis ait songé au rôle décisif que l'Allemagne pourrait jouer. C'est ainsi que les gouvernements des trois Puissances occidentales cherchent à utiliser la partie occidentale de l'Allemagne en tant qu'instrument docile de la politique américaine d'agression. C'est ainsi que, sous le couvert de l'armée européenne, on cherche à reconstituer l'ancienne Wehrmacht, commandée par d'anciens généraux de l'Allemagne nazie et par des criminels de guerre hitlériens. C'est ainsi que le Gouvernement des États-Unis transforme l'Allemagne occidentale en un véritable arsenal dont le centre est le bassin de la Ruhr. Il cherche à créer un cartel de l'industrie minière et de l'industrie sidérurgique de l'Europe occidentale, pour subordonner l'industrie de base française à l'industrie de guerre de l'Allemagne occidentale. Cette politique, si elle fait le jeu des États-Unis, est contraire, non seulement aux intérêts du peuple allemand, mais encore aux intérêts de la Grande-Bretagne et de la France.

10. M. Wierblowski fait ensuite un exposé de la position respective des Gouvernements de la République démocratique allemande et de la République fédérale d'Allemagne. Il rappelle que, le 12 octobre 1948, le Président Grotewohl a fait savoir que le Gouvernement de la République démocratique allemande s'acquitterait de ses devoirs conformément aux décisions de la Conférence de Potsdam et aux autres déclarations communes des Alliés. Il a déclaré à la même occasion que le problème allemand ne pourrait être résolu que lorsqu'on aurait reconnu au peuple allemand le droit de disposer de lui-même. Le Gouvernement de la République démocratique allemande n'a pas manqué de faire appel au Parlement de l'Allemagne occidentale en vue de procéder à des élections générales à l'assemblée législative nationale allemande. Il s'est efforcé de convaincre les représentants du gouvernement de la République fédérale de renoncer à leur plan de division de l'Allemagne. Ces appels sont restés sans réponse, et, pour masquer sa politique de division de l'Allemagne, M. Adenauer a eu recours à un subterfuge qui consistait à prôner l'unité de l'Allemagne, tout en usant de tous les moyens possibles pour empêcher l'unification de ce pays.

11. C'est ainsi qu'aux propositions concrètes de la République démocratique allemande concernant les élections, M. Adenauer, pour empêcher la réalisation de cette initiative,

a présenté ses célèbres quatorze conditions. Cette manœuvre a cependant échoué, puisque la République démocratique allemande a accepté de prendre ces quatorze points pour base de discussion.

12. Dans leur note du 9 octobre 1950, les Hauts-Commissaires des trois Puissances occidentales en Allemagne ont appuyé la proposition de M. Adenauer tendant à organiser des élections à l'assemblée législative nationale sous le contrôle d'une commission, composée de représentants des quatre Puissances d'occupation ou de représentants de l'Organisation des Nations Unies. Le Président de la République démocratique allemande a déclaré que son gouvernement ne voyait pas d'inconvénients à ce qu'une commission composée de représentants des deux parties de l'Allemagne effectue une enquête sous le contrôle des quatre Puissances, en vue de procéder à des élections. Les gouvernements des Puissances occidentales, ainsi que M. Adenauer, se sont rétractés, et ils se sont tournés du côté de l'Organisation des Nations Unies parce qu'ils espèrent trouver en elle un instrument capable d'empêcher l'unification de l'Allemagne. Les faits prouvent que ceux qui lient les destinées de l'Allemagne à leurs propres plans d'agression ne veulent pas l'unification de l'Allemagne, ou la voient sous la forme d'un plan d'agression contre l'Europe orientale.

13. M. Wierblowski procède ensuite à une étude détaillée de la situation politique dans la République fédérale d'Allemagne. Il déclare notamment que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes y fait l'objet de nombreuses violations. Il en est de même du principe de la liberté individuelle, du principe de la liberté de circulation, du principe de la liberté d'association et de réunion, du principe de la liberté d'expression. L'orateur précise en outre que de nombreux fonctionnaires de l'administration sont d'anciens membres du parti nazi. Il cite notamment le chiffre de 134 anciens hitlériens qui sont employés par le Ministère des affaires étrangères du gouvernement de Bonn. Il mentionne le fait que d'anciens criminels de guerre jouent également un rôle important dans d'autres postes administratifs. Enfin, le principal conseiller militaire de M. Adenauer est Hans Speidel, ancien chef d'état-major des troupes hitlériennes d'occupation en France, tandis que le général de SS Rheinfart, l'un des incendiaires de Varsovie, est devenu bourgmestre de Westerland.

14. Tout ceci explique sans doute pourquoi les déclarations de MM. von Brentano et Reuter ont été si peu convaincantes.

15. M. Wierblowski souligne que le Gouvernement des États-Unis cherche à entretenir cette situation dans la République fédérale d'Allemagne. C'est à cet effet que la délégation des États-Unis a proposé de créer une commission d'enquête des Nations Unies, en sachant parfaitement que l'ingérence des Nations Unies dans les affaires de l'Allemagne ne ferait qu'aggraver la situation. En pratiquant cette politique, les gouvernements des Puissances occidentales trahissent les principes qui sont à la base de leur politique en tant que Puissances d'occupation ; les troupes des Puissances occidentales qui tiennent garnison en Allemagne sont devenues, non une armée d'occupation, mais une armée d'intervention.

16. L'attitude de l'Union soviétique contraste singulièrement avec celle des Puissances occidentales. L'URSS a procédé à la démilitarisation totale de la zone orientale et à la démocratisation de cette zone. Elle a ainsi donné au peuple allemand la possibilité de fixer lui-même son destin et de bâtir ses propres institutions démocratiques. La République démocratique allemande est l'initiatrice d'une Allemagne pacifique, démocratique et unifiée qui, en

entretenant des relations pacifiques avec les autres peuples, contribuera au développement de la coopération internationale. Les partis démocratiques et les organisations de masses en Allemagne orientale agissent librement et servent les intérêts du peuple allemand. La justice y est rendue par des organismes nouveaux entièrement dépouillés de toute survivance du régime hitlérien. Les déclarations des représentants de la République démocratique allemande et du secteur est de Berlin ont montré que les forces démocratiques qui sont au pouvoir en Allemagne orientale ne cherchent pas à se soustraire aux responsabilités qui leur incombent dans les souffrances causées au peuple allemand et aux autres peuples par le régime hitlérien. Elles ont montré aussi que la République démocratique allemande entend engager le peuple allemand dans la voie de la coopération pacifique avec les autres peuples. Elles témoignent du désir sincère des autorités de la zone orientale de l'Allemagne de voir l'Allemagne unifiée sur des bases démocratiques et pacifiques. Elles expriment, enfin, le désir de ces autorités de voir respecter les engagements internationaux qui devaient permettre l'unification et le développement de l'Allemagne.

17. Combien différentes sont les déclarations faites par les représentants de la République fédérale d'Allemagne. Elles montrent, en effet, qu'ils n'ont tiré aucune leçon des expériences tragiques du régime hitlérien. Bien au contraire, ces déclarations ont prouvé que leurs auteurs veulent, avec l'aide des États-Unis, rétablir en Allemagne un système politique néo-hitlérien, empêcher l'unification de l'Allemagne et intégrer les forces du militarisme allemand reconstitué dans le bloc atlantique d'agression.

18. Contrastant avec le jeune régime démocratique de la justice en Allemagne orientale, le régime judiciaire de la zone occidentale repose, dans une proportion de 80 pour 100, sur des fonctionnaires et des magistrats qui sont d'anciens membres du parti nazi. Les mêmes procureurs et les mêmes juges qui accusaient et condamnaient au nom du III<sup>e</sup> Reich accusent et condamnent aujourd'hui au nom de la prétendue démocratie de Bonn.

19. Toute la population de la République démocratique allemande et la majorité de la population de la République fédérale d'Allemagne rejettent la politique des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France, qui va à l'encontre des intérêts vitaux du peuple allemand. L'idée d'unifier l'Allemagne en appliquant des principes pacifiques et démocratiques — idée qui est le fondement même de la République démocratique allemande — gagne de plus en plus la sympathie de la population de l'Allemagne occidentale. Le peuple allemand sera en mesure de réaliser lui-même son unité si les forces qui veulent faire de l'Allemagne un instrument d'agression cessent d'imposer leur plan, qui tend à la division du pays.

20. Le seul moyen de réaliser l'unification de l'Allemagne est de faire appel à la coopération des Allemands des deux zones, en vue de la création d'une commission mixte chargée de déterminer si les conditions qui existent dans toute l'Allemagne permettent de procéder à des élections revêtant un caractère de réelle liberté. S'il le juge utile, le peuple allemand pourra demander aux quatre Puissances occupantes de contrôler l'activité de cette commission mixte. En tout état de cause, le peuple allemand ne saurait accepter d'être soumis au contrôle d'une commission des Nations Unies dont l'action non seulement serait illégale et nuisible, mais aussi porterait atteinte à sa dignité.

21. C'est pourquoi le projet de résolution commun qui est contraire aux principes de la Charte des Nations Unies, est également contraire aux intérêts de tous les peuples épris

de paix, car, en empêchant l'unification de l'Allemagne, il empêche le rétablissement d'une situation normale en Europe et tend à transformer l'Allemagne occidentale en une base d'agression pour les États-Unis.

22. Le développement pacifique et démocratique de l'Allemagne est particulièrement important pour la Pologne, car la division de l'Allemagne comporte un grave danger pour le peuple polonais. Le Gouvernement polonais est désireux de développer des relations pacifiques et de coopérer amicalement avec une Allemagne démocratique et unifiée. Les liens d'amitié, qui unissent déjà la Pologne et la République démocratique allemande et qui ne cessent de se resserrer, montrent la voie à suivre. C'est pourquoi le Gouvernement polonais s'est toujours prononcé en faveur de l'unité de l'Allemagne, condition indispensable au développement pacifique de l'Allemagne et à l'établissement de relations amicales entre les pays de l'Europe centrale. L'ingérence de l'Organisation des Nations Unies ne peut qu'entraver la réalisation de cette unité. Le projet de résolution des trois Puissances tente d'imposer cette ingérence. C'est pourquoi la délégation de la Pologne est opposée à ce projet.

23. M. UNDEN (Suède) présente son projet de résolution (A/AC.53/L.15). Ce projet souligne qu'il est souhaitable que soient organisées dans toute l'Allemagne des élections à une assemblée constituante, après que certaines conditions essentielles auront été remplies. Le projet de résolution des trois Puissances ne pourrait pas avoir d'effet pratique puisqu'il ressort des déclarations faites par les représentants de la zone orientale de l'Allemagne que la commission dont la création est prévue par ce projet n'aurait pas accès en Allemagne orientale. Elle ne serait donc pas à même de procéder dans toute l'Allemagne à l'enquête simultanée envisagée dans le projet tripartite. Le projet de la Suède tire de cette situation les conclusions qui s'imposent. Il offre l'assistance des Nations Unies en vue de garantir la liberté des élections après que les conditions nécessaires pour l'organisation d'élections libres dans toute l'Allemagne auront été créées. Garantir la liberté des élections ne serait pas la tâche de la commission proposée par les trois Puissances, car elle aurait simplement pour mandat de faire une enquête et d'en présenter les résultats à l'examen des quatre Puissances. Ce n'est que par accord entre ces Puissances et les représentants de la nation allemande que pourront être créées les conditions nécessaires pour l'organisation d'élections vraiment libres.

24. M. CASTRO (Salvador) constate que, des déclarations faites devant la Commission par les représentants de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande, il semble ressortir que l'Allemagne occidentale est tout à fait favorable aux objectifs visés par le projet de résolution des trois Puissances et, notamment, à la création d'une commission internationale d'enquête placée sous le contrôle des Nations Unies, mais que, par contre, l'Allemagne orientale est opposée à la réalisation de ces objectifs.

25. Les représentants de la zone orientale d'Allemagne ont déclaré que la question d'organisation d'élections dans toute l'Allemagne relève exclusivement de la compétence nationale et que, par conséquent, toute action entreprise dans ce domaine par l'Assemblée générale des Nations Unies constituerait une ingérence dans les affaires intérieures de l'Allemagne et serait contraire aux dispositions de la Charte, notamment aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2. Dans ces conditions, ont-ils déclaré, l'accès des territoires de la zone orientale de l'Allemagne ne sera pas permis à la commission dont la création est envisagée par le projet de résolution des trois Puissances.

26. Contrairement aux affirmations des représentants de la zone orientale, la question de l'organisation d'élections libres en Allemagne n'est nullement hors de la compétence de l'Assemblée générale. En effet, la situation définitive de l'Allemagne n'a pas encore été réglée par un traité de paix pour des raisons que nul n'ignore et qui sont fort regrettables. L'Allemagne reste divisée en deux zones distinctes. Elle ne constitue pas une entité homogène et, tant que l'unité allemande n'aura pas été rétablie, on ne saurait parler de compétence nationale de l'État allemand. Les Nations Unies sont très soucieuses de ne pas porter atteinte à la souveraineté nationale des États. C'est pourquoi il est particulièrement important de souligner ce point. En tout état de cause, le devoir des Nations Unies est de rétablir l'unité allemande dans l'intérêt de la paix en Europe centrale, c'est-à-dire dans l'intérêt des Nations Unies elles-mêmes.

27. Un autre problème se pose, qui a donné lieu aux deux nouveaux projets de résolution dont la Commission est saisie, l'un présenté par la Suède (A/AC.53/L.15) l'autre présenté par la Bolivie, le Brésil, la Colombie, Cuba et l'Uruguay (A/AC.53/L.16) : c'est celui de la nature, de la composition et du mandat de la commission internationale dont la création est envisagée. Ces projets de résolution visent essentiellement à rapprocher les représentants de l'Allemagne orientale et de l'Allemagne occidentale, afin de concilier les vues des deux parties. La délégation du Salvador étudiera avec soin les deux nouveaux projets de résolution ainsi que le projet initial des trois Puissances. Elle fera connaître, lors du vote, sa position à l'égard de ces projets, ainsi qu'à l'égard de tout autre projet de résolution qui pourra être présenté sur la question.

28. M. MALOLES (Philippines) estime que la compétence de l'Assemblée générale pour examiner la question en discussion a été établie de façon indiscutable lors des débats du Bureau et de l'Assemblée elle-même. Il croit cependant nécessaire de préciser à nouveau les considérations qui ont conduit la délégation des Philippines à adopter cette position.

29. La lecture de l'Article 107 de la Charte prouve que cet article n'empêche nullement l'Organisation d'examiner des questions relatives aux États qui, pendant la deuxième guerre mondiale, furent ennemis des États Membres. Du reste, lorsque la Charte interdit expressément à l'Organisation d'examiner certaines questions, elle le fait en termes autrement explicites. C'est ainsi que le paragraphe 7 de l'Article 2 dit que : "Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires...". De plus, les documents officiels de la Conférence de San-Francisco montrent qu'on attendait des quatre grandes Puissances alliées qu'elles continuent de coopérer pour mettre fin aux hostilités et conclure des traités de paix. A la lumière de ces documents, l'Article 107 apparaît comme une clause destinée à préciser les Articles 10, 11, 14 et 35, afin d'interdire à tout État ex-ennemi la possibilité de contester, devant le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale, toute décision ou mesure que ces Puissances auraient prise à leur égard. Cependant, il n'est pas certain que les dispositions de l'Article 107 empêcheraient un État ex-ennemi de saisir l'Organisation d'une plainte dirigée contre un gouvernement chargé des responsabilités définies par cet article. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas en l'occurrence d'un différend entre les Puissances occupantes, d'une part, et l'Allemagne, de l'autre, mais bien d'une divergence qui sépare ces Puissances occupantes elles-mêmes. Puisque l'Article 107 n'empêche pas l'Organisation d'examiner des différends qui pourraient s'élever entre les États Membres à propos d'États ex-ennemis, il semble bien que les Articles 10, 11, 14 et 35 soient applicables, et qu'un ou

plusieurs des États Membres responsables de l'administration de l'Allemagne puissent saisir l'Organisation du différend qui les oppose à un autre État Membre, si ce différend est tel que l'Organisation peut normalement l'examiner aux termes de la Charte.

30. Dans son livre *The Law of the United Nations*, le professeur Kelsen a souligné à ce propos que, si l'Article 103, aux termes duquel, "en cas de conflit entre les obligations des Membres des Nations Unies en vertu de la Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront", ne s'applique pas aux traités conclus avec les États ex-ennemis, il n'en reste pas moins que l'Organisation n'est pas démunie de toute compétence en ce qui concerne les questions qui doivent être réglées par les traités de paix. L'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité sont compétents pour examiner ou recommander des mesures relatives à des États ex-ennemis, puisque cet examen ne peut affecter ou interdire une action entreprise ou autorisée comme suite de la guerre par les gouvernements qui ont la responsabilité de cette action.

31. L'objet de l'Article 107 est d'exclure les États anciennement ennemis de la protection que la Charte accorde à tous les autres États. Cet article n'est pas destiné à s'appliquer aux conflits qui pourraient s'élever entre les États Membres, même si ces conflits ont pour origine des questions relatives aux États ex-ennemis.

32. Du reste, de nombreux précédents prouvent bien que les divergences séparant les États chargés des responsabilités mentionnées à l'Article 107 ne sont pas exclues de la compétence de l'Organisation pour la seule raison qu'elles concernent des États ex-ennemis. M. Maloles cite à ce propos la question de la revision du traité de paix avec l'Italie, examinée en 1947 par l'Assemblée générale. A cette époque, le représentant de l'Australie avait souligné à la 90<sup>e</sup> séance plénière qu'aucune disposition de la Charte n'interdit qu'une situation résultant d'un traité quelconque soit soumise à l'examen de l'Assemblée générale. Malgré l'opposition des États du bloc soviétique, qui firent valoir les dispositions de l'Article 107, l'Assemblée générale décida d'inscrire la question à son ordre du jour. Il en fut de même pour la question de Corée, à propos de laquelle l'Assemblée a adopté ses deux résolutions 112 (II) et 195 (III), et de la question de Berlin, examinée par le Conseil de sécurité en 1948. La délégation des États-Unis avait alors souligné que, si l'Article 107 interdit à un État ex-ennemi d'en appeler à l'Organisation d'une mesure prise contre lui pendant l'occupation militaire, il n'interdit nullement à l'une des Puissances alliées de soumettre le différend qui la sépare des autres Puissances alliées à l'attention de l'Organisation des Nations Unies ; à plus forte raison, l'Article 107 n'interdit pas au Conseil de sécurité d'examiner les mesures prises par un État Membre lorsque ces mesures constituent une menace à la paix. Enfin, M. Maloles cite un autre précédent, celui de la question des prisonniers de guerre retenus en territoire soviétique, qui fut inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale en 1950, et qui fit l'objet de la résolution 427 (V) du 14 décembre 1950. Tous ces précédents montrent clairement que l'Assemblée générale est compétente pour examiner la question dont est saisie la Commission.

33. La délégation de l'URSS prétend qu'en exerçant les pouvoirs que lui accorde l'Article 11 de la Charte, l'Organisation a commis un acte illégal, et qu'elle a violé l'Article 107 de la Charte. Or, la question peut se poser de savoir s'il existe un organe capable de déterminer si une action politique de l'Assemblée générale est ou non légale. Un tribunal national ne peut pas se prononcer en l'occurrence. La Cour



internationale de Justice ne le peut pas non plus, car en appeler à la décision de la Cour serait soumettre l'Assemblée générale, organe indépendant, au contrôle de la Cour. Certains ont fait valoir les dispositions des Accords de Potsdam et de Yalta en soulignant que ces accords excluaient de la compétence de l'Assemblée générale les mesures prises à l'égard d'États ex-ennemis. Mais il importe de rappeler qu'aux termes de l'Accord de Potsdam, l'Allemagne devait être administrée en commun par les quatre Puissances occupantes et que les politiques d'occupation devaient être déterminées après consultation du Conseil allié. Cependant, l'obstruction de l'URSS a rendu impossible le fonctionnement de ce Conseil. Si la zone occidentale demeure disposée à coopérer, la zone orientale a dressé des barrières qui rendent l'action commune presque impossible. En établissant une zone distincte, l'URSS a rendu illusoire le but de l'Accord de Potsdam. L'URSS ne peut donc pas prétendre que l'Accord de Potsdam exclut la compétence de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les problèmes que pose l'unification de l'Allemagne, car on ne saurait à la fois rompre un accord, puis l'invoquer pour défendre sa cause.

34. Pour toutes ces raisons, la délégation des Philippines estime qu'en l'occurrence l'Assemblée générale est compétente, tant pour examiner le problème de l'unification de l'Allemagne que pour prendre des mesures à ce sujet, et notamment pour instituer une commission d'enquête. L'audition des représentants des deux zones d'Allemagne ne saurait encourager à examiner plus avant la question de compétence. En effet, la Commission n'a pas invité ces représentants à se prononcer sur la question de compétence et, s'ils l'ont fait, on ne saurait prendre leur témoignage en considération. L'objet de cette invitation était de permettre à la Commission de formuler des propositions d'unification qui correspondraient au désir du peuple allemand lui-même et seraient conformes aux nécessités de la paix et de la sécurité internationales. La voie est maintenant ouverte, et la Commission doit poursuivre ses travaux dans ce sens.

35. M. DIHIGO (Cuba) constate que les déclarations des représentants de l'Allemagne occidentale et de l'Allemagne orientale correspondent à ce que la Commission pouvait attendre : d'une part, les représentants de l'Allemagne occidentale se sont déclarés d'accord avec le projet de résolution des trois Puissances ; ils ont manifesté un vif désir de coopération, en indiquant cependant que les conditions régnant en Allemagne orientale permettaient de douter que la commission dont on propose la création puisse y accomplir la tâche qu'on envisage de lui confier. D'autre part, les représentants de l'Allemagne orientale ont fait l'apologie du régime qui règne dans cette zone et ont brossé un tableau très séduisant de la situation actuelle ; en revanche, ils se sont déclarés opposés à l'établissement d'une commission d'enquête, la création d'une telle commission constituant à leur avis une ingérence des Nations Unies dans une affaire relevant de la compétence nationale de l'Allemagne, et ils ont laissé entendre que, si cette commission était créée, elle se verrait interdire l'accès de la zone orientale.

36. La division de l'Allemagne, décidée par les quatre Puissances peu avant la fin de la deuxième guerre mondiale, laissait prévoir qu'un jour se poserait le problème de l'unification de l'Allemagne, problème qu'il serait indispensable de résoudre tant dans l'intérêt du peuple allemand que pour maintenir l'équilibre des forces dans cette région du monde. Ce problème est devenu d'autant plus complexe que l'Allemagne occidentale et l'Allemagne orientale ont été chacune organisée selon les conceptions particulières des Puissances d'occupation, ce qui a contribué à faire de l'Allemagne une

zone névralgique et à augmenter encore la tension européenne. Pour leur part, les Puissances occidentales ont unifié leurs diverses zones d'occupation et pensent maintenant à unifier l'Allemagne tout entière par la voie d'élections générales. A cet effet, elles proposent de suivre une méthode démocratique qui consiste en premier lieu à déterminer si la situation régnant en Allemagne occidentale et en Allemagne orientale permet d'y organiser des élections libres, et en second lieu à inviter la population allemande à exprimer son opinion par la voie électorale. Ces deux mesures sont nécessaires, tout régime démocratique reposant sur l'opinion d'une majorité qui respecte les vues de la minorité et qui s'exprime par un scrutin libre et secret, où tous les intéressés peuvent se prononcer sans aucune crainte.

37. A la proposition des trois Puissances, on a opposé deux arguments. Du premier, à savoir que l'Organisation n'est pas compétente en la matière vu les dispositions de l'Article 107 de la Charte, les représentants de l'Irak, des Pays-Bas, de la Grèce et des Philippines ont brillamment fait justice. En outre, il faut noter que toutes les délégations se sont prononcées en faveur de l'unification de l'Allemagne, des divergences ne se manifestant que sur la méthode à employer pour la réaliser. En ce qui concerne le second argument, selon lequel l'établissement de la commission proposée constituerait une ingérence des Nations Unies dans une question relevant de la compétence nationale d'un État, il faut bien souligner que, comme l'a constaté le représentant du Salvador, du point de vue international la situation de l'Allemagne est très spéciale ; il s'agit en effet d'un État vaincu, qui s'est rendu sans conditions, qui a été occupé et administré par les quatre Puissances. C'est uniquement parce que les Puissances occidentales ont fait preuve de sagesse et de modération, et qu'elles se sont plus attachées à recréer l'Allemagne de Goethe qu'à détruire l'Allemagne d'Hitler, que l'Allemagne occidentale est prête à devenir aujourd'hui une personne juridique. Mais l'Allemagne ne peut pour autant signifier aux quatre Puissances ou à l'Organisation que le problème des élections allemandes n'intéresse pas le reste du monde.

38. Certains ont prétendu que l'établissement de la commission envisagée serait une insulte au peuple allemand. Or, si le peuple allemand a largement contribué aux progrès de l'humanité dans le domaine des sciences, des lettres et des arts, il n'en reste pas moins que son niveau culturel ne l'a nullement empêché de devenir la victime de la tyrannie hitlérienne ; en l'occurrence, l'Organisation a le souci d'éviter que le peuple allemand ne retombe dans la même erreur, pour le bien de ce peuple comme pour le bien général. On ignore en effet si, dans certaines zones, il n'existe pas de groupements qui songeraient à recourir à des méthodes d'activité terroriste, qui permettraient de porter au pouvoir une minorité militariste. L'importance d'élections vraiment démocratiques est tout aussi indéniable que le danger que constituent des élections prétendues démocratiques et qui ne sont qu'un travesti d'élections vraiment libres.

39. Le fait demeure qu'en présence des déclarations contradictoires des représentants des deux Allemagnes, il importe de ne pas préjuger la question et que, par conséquent, l'établissement d'une commission d'enquête se révèle indispensable. La délégation de Cuba s'est donc jointe à celle du Brésil, de la Colombie, de la Bolivie et de l'Uruguay pour présenter un projet de résolution (A/AC.53/L.16) dont le but est analogue à celui du texte soumis par les trois Puissances, mais qui, rédigé à une date ultérieure, prend en considération les déclarations des représentants de l'Allemagne. Si les représentants de l'Allemagne orientale désirent sincèrement l'unification

de leur patrie, il est inconcevable qu'ils s'opposent à la création de cette commission, en faisant valoir des arguments peu convaincants. En effet, s'il est légitime qu'un État ait le souci de préserver sa souveraineté, ce souci n'est guère compréhensible chez une entité qui n'est pas un État et qui s'est soumise sans la moindre protestation à la réorganisation imposée par les Puissances occupantes. Les membres de la Commission ne disposent pas de moyens d'information leur permettant de juger à bon escient la situation régnant en Allemagne orientale. Il n'en reste pas moins que l'Allemagne occidentale, qui compte les deux tiers de la population allemande, souhaite l'établissement d'une commission d'enquête.

40. Le devoir de la Commission est donc clair : elle doit poursuivre la tâche que lui a fixée l'Assemblée générale, quand cela ne serait que pour remplir son mandat. L'argument selon lequel l'Organisation doit laisser au peuple allemand lui-même le soin de régler la question, après retrait des troupes d'occupation, semble excellent au

premier abord. Mais le fait qu'un argument analogue fut invoqué pour le problème de la Grèce, puis pour la question de Corée, donne à réfléchir. De plus, si le régime en vigueur en Allemagne occidentale respecte l'individu et le concept de la nationalité, celui qui règne en Allemagne orientale place le parti au-dessus de l'individu et de la patrie. Aussi, tandis que le retrait des troupes occidentales libérerait effectivement les Allemands de l'Ouest de toute influence étrangère, les troupes soviétiques laisseraient en se retirant des cadres politiques qui continueraient à observer la discipline du parti. Cet argument ne peut donc pas être retenu.

41. En terminant M. Dihigo indique que sa délégation votera pour le projet de résolution commun A/AC.53/L.16, tout en étant disposée à accepter toute amélioration qui pourrait être apportée à ce texte.

La séance est levée à 13 heures.